

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU LOT

**EXAMEN PROFESSIONNEL
D'ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL**

du 24 mars 2004

Epreuve de REDACTION D'UNE LETTRE ADMINISTRATIVE

**Durée : 1 h 30
Coefficient : 3**

Consignes :

Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.
La lettre administrative devra être rédigée sur la copie.

REDACTION D'UNE LETTRE ADMINISTRATIVE COURANTE A PARTIR DES ELEMENTS D'UN DOSSIER REMIS AU CANDIDAT

Durée : une heure trente ; **coefficient** : 3

Vous êtes Alexia DUROY, adjoint administratif à la mairie de Crozon (29).
Votre chef de service, Kevin DUBROC, vous demande de rédiger la réponse
du Maire à Monsieur MENEZ en tenant compte des éléments suivants :

DOCUMENT 1 : La lettre de Monsieur MENEZ à Monsieur DUFONTENAY, Maire de Crozon.

DOCUMENT 2 : Extrait du code rural relatif aux chemins ruraux.

DOCUMENT 3 : Dispositions sur le bornage, un extrait du code civil art 646.

Monsieur DUBOIS
Chemin de l'étang
29160 CROZON

Monsieur le Maire
Place de la Mairie
29160 CROZON

Crozon,
Le 28 février 20004

OBJET :

Problème de bornage

P.J :

Plan de situation

Monsieur le Maire,

Habitant le quartier de l'étang, je me permets d'attirer votre attention sur un fait ennuyeux, provenant des agissements de mon voisin domicilié chemin de l'étang.

En effet, Monsieur MENEZ, agriculteur exploitant, riverain dudit chemin, en clôturant sa propriété au moyen d'un grillage étayé par des poteaux cimentés, a négligemment englobé une grande partie de ce chemin, **sur environ deux mètres de largeur**, rendant celui-ci trop étroit à la circulation et difficilement praticable.

A ce jour, lors de l'accès à mon domicile avec mon véhicule utilitaire, il m'est quasi impossible de ne pas causer de dommage.

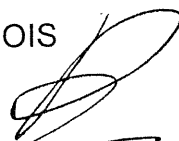
Vous trouverez ci-joint un schéma explicatif, à l'appui de mes affirmations, que vos services du cadastre viendront certainement confirmer.

Je pense qu'il est de mon devoir de vous informer de cette situation. Je vous saurais gré de bien vouloir intervenir auprès de mon voisin et de faire le nécessaire pour régler ce problème.

Je me tiens à votre disposition pour tous compléments d'informations.

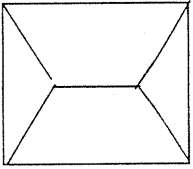
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments respectueux.

R.DUBOIS

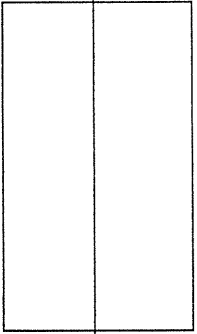


PARCELLE

MENEZ



H34

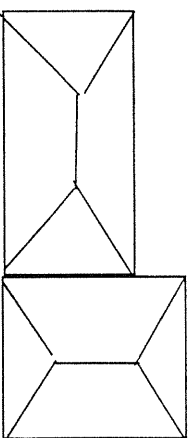


CHEMIN DE L'ETANG

CLOTURE

2 mètres

PARCELLE DUBOIS



CODE RURAL

(Partie Législative)

Chapitre Ier : Les chemins ruraux

Article L161-1

Les chemins ruraux sont les chemins appartenant aux communes, affectés à l'usage du public, qui n'ont pas été classés comme voies communales. Ils font partie du domaine privé de la commune.

Article L161-4

Les contestations qui peuvent être élevées par toute partie intéressée sur la propriété ou sur la possession totale ou partielle des chemins ruraux sont jugées par les tribunaux de l'ordre judiciaire.

Article L161-5

L'autorité municipale est chargée de la police et de la conservation des chemins ruraux.

LE BORNAGE

Article 646 du code civil :

« Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës. Le bornage se fait à frais communs ».

Le bornage est l'opération consistant à fixer la limite séparative de deux propriétés privées voisines et poser des repères matériels (les bornes). Le bornage du domaine de la commune n'est possible que s'il s'agit d'un chemin rural (domaine privé), les voies communales (domaine public) étant soumises à la procédure de l'alignement.

Il existe deux formes de bornage : le bornage amiable et le bornage judiciaire. Le bornage amiable est préférable, mais faute d'accord, il faudra recourir au bornage judiciaire. La demande de bornage doit émaner de l'un des propriétaires concernés.

Le géomètre-expert est choisi par l'une des parties ou les deux, mais il peut intervenir deux (ou plus) géomètres choisis respectivement par les parties au bornage.

Dans le cadre du bornage amiable, toutes les parties ou leurs représentants sont convoqués sur place (convocation en général expédiée par pli recommandé avec accusé de réception). Au cours de cette réunion, chacun des intéressés présente ses explications sous le contrôle de ses voisins.

Le ou les géomètres recueillent, analysent et ordonnent les éléments de preuve ou de présomption susceptibles de concourir à la détermination des limites (titres de propriété, conventions, le cadastre qui n'a pas de valeur juridique autre que celle d'indice, etc.). Il propose ensuite les lignes séparatives sur un plan des lieux.

Le géomètre-expert établit un procès verbal qui résume le déroulement des opérations. Il décrit la limite et les repères qui la matérialisent. Il désigne les fonds et leurs propriétaires respectifs. Il est daté et constate l'accord formel des signataires. Chaque partie ainsi que le géomètre-expert en conservent un exemplaire. Ce procès verbal peut, pour plus de sûreté, être transcrit au Bureau des Hypothèques après avoir été déposé auprès d'un notaire.

Les frais du bornage amiable sont souvent répartis librement entre les parties par accord. En pratique, le demandeur prend souvent en charge les frais. Mais rien ne l'y oblige. Le code civil prévoit que ces frais doivent être partagés.

En cas de désaccord sur l'emplacement de la limite, ou si les parties ne sont pas d'accord sur le mode de répartition des frais du bornage amiable, il convient de recourir au bornage judiciaire.

Le propriétaire qui demande le bornage peut intenter une action en bornage judiciaire puisque l'article 646 du code civil le lui permet. La requête est introduite auprès du tribunal d'instance de la compétence duquel dépendent les lieux litigieux (contacter le greffe pour connaître la forme que doit revêtir la lettre qui introduira le recours). L'assignation du voisin devant le tribunal se fait par voie d'huissier.

Le juge du bornage doit vérifier les titres, et, le cas échéant, trancher les questions de propriété, fixer de manière précise la limite séparative des propriétés (il peut nommer un géomètre-expert qui établit alors un PV de bornage avec plan de bornage à l'appui, accompagné de son avis), ordonner l'opération de bornage, et ordonner, s'il y a lieu, les restitutions de fruits correspondant aux rectifications de limites.

Lorsque le jugement est rendu, les parties doivent faire exécuter matériellement le bornage éventuellement en présence du juge. Après son exécution, le greffier dresse un PV d'abornement et le propose à la signature des parties. Si l'une refuse de signer, le tribunal d'instance lui donnera effet en l'homologuant à charge d'appel.

Le jugement comme le PV valent pour chacun des voisins un titre de propriété définitif.

Le juge fixera la répartition des frais de bornage entre les parties, en tenant compte des circonstances de l'espèce. Les frais et dépens de la procédure judiciaire sont à la charge de la partie qui échoue dans ses prétentions.